

14.4 Investissements internationaux

En 2018, les **investissements directs français à l'étranger (IDFE)**, présentés selon la méthodologie dite du **principe directionnel étendu**, s'établissent à 86,8 milliards d'euros (Md€), soit une progression de 50,2 milliards par rapport à 2017. Cette hausse s'explique notamment par quelques grosses opérations de fusions-acquisitions réalisées en cours d'année, les trois plus importantes représentant 50,5 Md€. Parmi les principaux pays de **première contrepartie**, l'Italie et les Pays-Bas précèdent le Royaume-Uni et la Suisse. *A contrario*, les investisseurs français se désengagent du Luxembourg, de l'Allemagne et du Canada et accentuent leur désengagement des États-Unis et, dans une moindre mesure, de la Chine. Le stock d'investissements directs français à l'étranger est estimé à 1 317,0 Md€ fin 2018. Il a été multiplié par 2 en dix ans.

Les **investissements directs étrangers en France (IDEF)** sont en hausse de 5,2 Md€ par rapport à 2017, atteignant 31,6 Md€ en 2018. Il s'agit du montant le plus important depuis 2008. Les flux de capital social ont fortement augmenté (30,2 Md€ en 2018) et les bénéficiaires réinvestis (6,6 Md€) diminué. Les principaux pays de provenance des flux d'IDEF sont le Luxembourg et, dans une moindre mesure, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse. En sens inverse, les investisseurs belges, irlandais et surtout américains se désengagent de la France. Le Royaume-Uni et l'Allemagne y réduisent leurs investissements. Le stock d'investissements directs étrangers en France

se monte à 720,5 Md€ fin 2018. Il a été multiplié par 1,7 en dix ans.

Les flux mondiaux d'investissement étranger direct (IED) ont poursuivi leur recul en 2018, chutant de 13 % pour s'établir à 1 300 milliards de dollars. Cette troisième année consécutive de déclin tient principalement aux réformes fiscales engagées fin 2017 par les États-Unis. Ces mesures ont entraîné, au cours des deux premiers trimestres de 2018, un rapatriement massif par les entreprises multinationales américaines de leurs bénéfices accumulés à l'étranger. Les flux à destination des pays développés ont enregistré un repli de 27 % à 557 milliards de dollars, soit leur niveau le plus bas depuis 2004. Les entrées d'IED dans les économies en transition ont poursuivi leur baisse en 2018, chutant de 28 % pour s'établir à 34 milliards de dollars, notamment sous l'effet d'un recul de 49 % des entrées en Fédération de Russie. Les flux d'IED vers les pays en développement ont résisté, avec une progression de 2 %. Du fait de cette hausse et de la baisse anormale qu'ont connue les pays développés, la part des pays en développement dans les flux mondiaux d'IED a atteint pour la première fois 54 %.

La baisse de l'IED due aux réformes fiscales a été atténuée par la progression des transactions au second semestre de 2018. La valeur des fusions-acquisitions internationales a augmenté de 18 % : les entreprises multinationales américaines ont utilisé les liquidités de leurs filiales étrangères qui n'étaient plus imposables. ■

Définitions

Investissements directs étrangers (IDE) : investissements qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer, dans le cadre d'une relation à long terme, une influence significative sur sa gestion. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur acquiert au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. Les investissements directs comprennent non seulement l'opération initiale qui établit la relation entre les deux unités mais également toutes les opérations financières ultérieures entre elles et les unités institutionnelles apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés.

Première contrepartie, principe directionnel étendu, résidents : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Balance des paiements et position extérieure de la France », *Rapport annuel*, Banque de France, juillet 2019.
- « World investment report 2019 », *Rapport annuel*, CNUCED, juin 2019.
- « Les investissements directs étrangers en France s'orientent à la fois vers les entreprises les plus robustes et les plus fragiles », *Bulletin de la Banque de France* n° 221/4, Banque de France, janvier-février 2019.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Investissements internationaux 14.4

Flux d'investissements directs selon le pays de première contrepartie

en milliards d'euros

	2017 (r)		2018	
	Étrangers en France	Français à l'étranger	Étrangers en France	Français à l'étranger
Union européenne	22,6	32,4	34,8	71,6
Zone euro	3,5	18,5	29,5	53,9
dont : Allemagne	9,0	6,9	2,3	-0,9
Belgique	0,4	-11,6	-0,4	2,2
Espagne	2,8	-0,2	0,8	1,3
Irlande	1,1	2,5	-1,6	2,0
Italie	0,4	2,3	1,3	27,1
Luxembourg	-3,0	11,3	24,6	-1,7
Pays-Bas	2,6	5,8	5,6	22,2
Autres pays de l'UE	19,1	13,9	5,3	17,7
dont : Pologne	0,9	-0,4	0,2	1,1
Rép. tchèque	-0,1	0,4	-0,1	0,5
Royaume-Uni	18,3	10,4	5,0	11,3
Suède	0,0	3,2	-0,1	0,1
Autres pays industrialisés	1,9	0,3	-2,7	2,4
dont : Canada	1,2	1,6	1,4	-1,9
États-Unis	-0,2	-5,2	-8,3	-8,2
Japon	1,0	2,6	0,5	1,7
Suisse	0,2	1,4	3,4	6,4
Reste du monde	2,0	3,9	-0,5	12,8
dont : Brésil	0,1	2,3	0,1	1,0
Chine	0,1	-0,1	0,2	-0,2
Inde	0,0	0,4	0,0	0,2
Total	26,4	36,6	31,6	86,8

Note : le signe « - » indique un désinvestissement. Les données sont établies conformément à la nouvelle méthode de calcul des IDE, qui repose sur l'application du principe directionnel étendu.

Source : Banque de France.

Stocks des investissements directs français à l'étranger et étrangers en France

en milliards d'euros

Au 31 décembre	2016 (r)	2017 (r)	2018
Investissements français à l'étranger			
Stocks ¹	1 218,9	1 222,9	1 317,0
Investissements étrangers en France²			
Stocks ¹	659,2	682,5	720,5

1. Capitaux propres en valeur mixte (y c. investissements immobiliers).

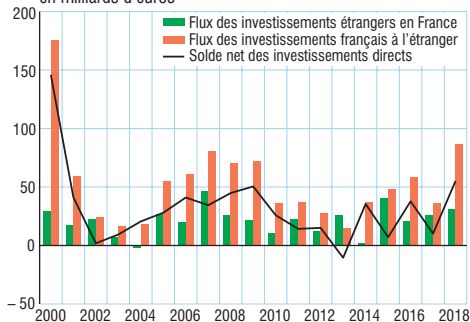
2. La base de données Esane de l'Insee est utilisée en complément du fichier bancaire des entreprises (Fiben) de la Banque de France.

Note : stocks collectés pour 2016 et 2017 ; stocks estimés pour 2018.

Sources : Banque de France ; Insee, Esane.

Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger de 2000 à 2018

en milliards d'euros



Note : flux établis en application de la règle du principe directionnel étendu.

Source : Banque de France.

Principaux flux d'investissements directs dans le monde

en milliards de dollars

	Flux entrants		Flux sortants	
	2017 (r)	2018	2017 (r)	2018
Allemagne	37	26	92	77
Australie	42	60	3	4
Belgique	-6	5	24	7
Brésil	68	61	17	-13
Canada	25	40	80	50
Chine	134	139	158	130
Corée du Sud	18	14	34	39
Émirats arabes unis	10	10	14	15
Espagne	21	44	40	32
États-Unis	277	252	300	-64
France	30	37	41	102
Hong Kong	111	116	87	85
Inde	40	42	11	11
Indonésie	21	22	2	8
Irlande	-1	-66	-39	13
Israël	18	22	6	6
Italie	22	24	26	21
Japon	10	10	160	143
Luxembourg	-7	-6	35	1
Mexique	32	32	4	7
Pays-Bas	58	70	28	59
Royaume-Uni	101	64	118	50
Russie	26	13	34	36
Singapour	76	78	44	37
Suède	12	11	23	20
Suisse	39	-87	-35	27
Thaïlande	6	10	17	18
UE	341	278	413	390
Monde	1 497	1 297	1 425	1 014

Note : hors centres financiers offshore des Caraïbes.

Source : CNUCED, World Investment Report 2018.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard